



AFRIQUE/SOUDAN - Islamisation du pays et « chasse aux convertis »

Khartoum (Agence Fides) – Se convertir de l’islam au christianisme est devenu beaucoup plus dangereux au Soudan après la sécession du Soudan du Sud, intervenue en juillet 2011, indiquent à Fides des fidèles des communautés locales. Le Président soudanais Omar al-Bashir a plusieurs fois fait état de son intention de renforcer la charia, rendant le pays à 100% islamique. Conformément à la loi islamique, l’apostasie de l’islam (c’est-à-dire l’abandon de l’islam pour une autre religion NDR) est passible de mort au Soudan, même si personne n’a été exécuté pour ce délit au cours des 20 dernières années. Environ 170 personnes ont en revanche été incarcérées ou inculpées d’apostasie entre 2011 et 2012.

Selon ce qu’indiquent des ONG présentes sur place, un chrétien des Monts Nuba ayant fui le Soudan a indiqué que les autorités cherchent actuellement à identifier les convertis provenant de l’islam. Lui-même a été arrêté à Khartoum le 23 février et longuement interrogé par les fonctionnaires du National Intelligence Security Service. Son ordinateur, sa tablette, son téléphone portable, son passeport et d’autres documents lui ont été confisqués. Les agents l’ont accusé d’être un espion des rebelles présents sur les Monts Nuba contre lesquels le Soudan conduit depuis deux ans une campagne militaire. Il a été demandé à l’homme de révéler le nom d’autres musulmans ayant changé de religion, se convertissant au Christianisme.

Selon une note envoyée à Fides par le groupe Barnaba Team, engagé en faveur de la défense des chrétiens et au profit de la liberté religieuse dans le monde, « la persécution des chrétiens au Soudan, aujourd’hui à 98% musulman, a augmenté brusquement après la sécession du Soudan du Sud. Les églises sont démolies, les institutions chrétiennes et les écoles fermées, les chrétiens arrêtés, les travailleurs chrétiens étrangers expulsés et les publications chrétiennes confisquées ». En avril dernier, le gouvernement a annoncé qu’il n’aurait pas accordé de nouveaux permis de construire destinés à des édifices ecclésiastiques. A la fin du mois de juin, la police a pénétré dans les bureaux de l’église évangélique presbytérienne au Soudan pour des contrôles administratifs ayant pour but de placer la propriété sous séquestre. (PA) (Agence Fides 26/07/2013)